

Déclaration d'Helmut Kohl relative à la déclaration de la Chambre du peuple concernant l'adhésion de la RDA à la République fédérale d'Allemagne (Bonn, 23 août 1990)

Légende: Le 23 août 1990, au lendemain de la déclaration de la Chambre du peuple concernant l'adhésion de la République démocratique allemande (RDA) à la République fédérale d'Allemagne (RFA), le chancelier fédéral Helmut Kohl retrace devant le Bundestag les étapes de la réunification allemande et aborde la question de l'aide économique à la RDA.

Source: Documents d'actualité internationale. dir. de publ. Ministère des Affaires étrangères. 15.11.1990, n° 22. Paris: La Documentation française.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_d_helmut_kohl_relative_a_la_declaration_de_la_chambre_du_peuple_concernant_l_adhesion_de_la_rda_a_la_republique_federale_d_allemande_bonn_23_aout_1990-fr-2c88ca00-71b1-4630-b929-f234da5df7ad.html

Date de dernière mise à jour: 31/10/2012

Déclaration d'Helmut Kohl relative à la déclaration de la Chambre du peuple concernant l'adhésion de la RDA à la République fédérale d'Allemagne (Bonn, 23 août 1990)

La nuit dernière, la Chambre du peuple de la RDA a adopté à une majorité de plus de 80 % des suffrages exprimés la décision suivante :

"La Chambre du peuple déclare l'adhésion de la RDA au champ d'application de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne conformément à l'article 23 de la Loi fondamentale avec effet à compter du 3 octobre 1990. Ce faisant, elle part du principe que

- les délibérations concernant le Traité d'unification seront terminées d'ici cette date,
- les négociations "2 + 4" auront permis de régler les conditions de l'unité allemande aux plans de la politique extérieure et de la sécurité,
- la formation des Länder aura suffisamment progressé pour que les élections aux parlements des Länder puissent avoir lieu le 14 octobre 1990."

L'écrasante majorité des députés à la Chambre du peuple nous a ainsi placés face à nos responsabilités.

La journée d'aujourd'hui est celle de la joie pour tous les Allemands. Le mercredi 3 octobre 1990 sera le jour de la réunification. Ce sera un grand jour dans l'histoire de notre peuple. Après plus de quarante ans se réalise enfin notre mission telle qu'elle est définie dans le préambule de la Loi fondamentale, à savoir que "le peuple allemand dans son ensemble disposant librement de lui-même reste convié à parachever l'unité et la liberté de l'Allemagne".

Comment exprimer mieux que par cette définition intemporelle la volonté des Allemands ? En formulant le préambule de cette manière, les pères et les mères de notre Loi fondamentale ont fait preuve de lucidité, de sagesse et de conscience historique. La journée d'aujourd'hui est en même temps une journée de gratitude. Nous exprimons notre respect et notre reconnaissance vis-à-vis de tous nos collègues de la Chambre du peuple et du gouvernement de la RDA qui, par ce vote sans équivoque, ont accompli le pas décisif dans la voie de l'unité de notre patrie. En tant que députés librement élus ils ont ainsi rempli de manière remarquable la mission que leur avaient confiée nos compatriotes lors des élections à la Chambre du peuple du 18 mars dernier.

Durant les quarante dernières années, il y a eu dans presque tous les groupes parlementaires du Bundestag des hommes et des femmes qui - dès la première réunion du Bundestag - se sont engagés avec passion et de toutes leurs forces en vue de la réalisation de la liberté et de l'unité de tous les Allemands. Qu'il me soit permis de citer à titre d'exemple parmi ces nombreux compatriotes le président du SPD, Kurt Schumacher. Lors du débat portant sur la première déclaration gouvernementale de Konrad Adenauer en septembre 1949, il a déclaré :

"Nous souhaitons qu'en dépit des différences de conceptions tant de nature sociale que politique et culturelle, la question de l'unité allemande devienne une cause soutenue partout en Allemagne avec le même enthousiasme et avec la même détermination politique." La décision prise par la Chambre du peuple fixe enfin clairement la date du parachèvement de l'unité de l'Allemagne. Désormais, tout le monde à l'intérieur et en dehors de l'Allemagne peut prendre ses dispositions en conséquence, notamment les entreprises et les investisseurs.

La journée d'aujourd'hui est aussi une journée où il convient de se souvenir de la souffrance que la division de notre patrie a causée à tant d'hommes. Nous pensons aux hommes et aux femmes libérés en 1945 des camps de concentration de Buchenwald et de Sachsenhausen pour y être enfermés à nouveau peu de temps après. Beaucoup d'autres ont été emmenés dans des camps pénitentiaires - dont les membres de tous les partis démocratiques -, et nous ne savons pas exactement jusqu'à aujourd'hui combien d'entre eux n'ont plus

jamais donné signe de vie. Des dizaines de milliers en tout cas.

N'oublions pas non plus les victimes de la justice arbitraire au service de la dictature du SED il reste pour nous inconcevable que plus de 75 000 personnes aient été condamnées pour motifs politiques par des tribunaux allemands sur le territoire de la RDA. Combien sont morts en prison ou ont été exécutés pour "crime d'État"! Ce qui est arrivé aux hommes de la RDA le 17 juin 1953, la présidente de la Chambre du peuple, Mme Bergman-Pohl, l'a décrit lors de la commémoration commune des députés des deux parlements allemands le 17 juin dernier : "ils ont connu une puissance publique qui ne représentait plus les intérêts des citoyens, mais seulement les siens".

Le bilan effroyable des poursuites politiques depuis 1945 ne saurait se résumer en chiffres. Que peuvent en effet nous dire des chiffres sur les destins individuels ? Nous pensons aujourd'hui aussi à ceux qui sont morts en essayant de fuir d'Allemagne en Allemagne. Plus de 190 Allemands ont été tués à la frontière humaine qui a déchiré notre patrie pendant 40 ans. Ils voulaient vivre dans la liberté une vie digne de l'homme".

Il y a un peu plus d'un an et demi, au mois de janvier 1989, M. Honecker disait que le mur existerait encore pendant cent ans. Dix mois plus tard, le mur s'était effondré. L'énorme quantité d'images et d'informations qui nous submerge chaque jour ne doit pas nous faire oublier la profondeur des changements intervenus au cours des douze derniers mois. Par exemple, la journée de demain marque le premier anniversaire de l'élection de M. Tadeusz Mazowiecki au poste de Premier ministre de Pologne. Je tiens à mentionner ici, avec une reconnaissance toute particulière, le nom de Miklos Nemeth, l'ancien premier ministre de Hongrie, car c'est lui qui nous a assuré il y a un an jour pour jour que la Hongrie ouvrirait ses frontières pour les citoyens de la RDA qui s'étaient réfugiés dans notre ambassade. C'est ainsi qu'est tombée la première pierre du mur de Berlin. Toutes les étapes ultérieures du chemin qui s'achèvera le 3 octobre 1990 - vous les connaissez bien.

Le rythme des développements a été déterminé par nos compatriotes de RDA, par leur désir de liberté et d'unité. Après avoir crié tout d'abord "Nous sommes le peuple !", ils se sont bientôt mis à scander "Nous sommes un seul peuple !". Il a été tout à fait émouvant pour moi de m'en rendre compte personnellement lorsque j'ai prononcé mon discours devant la ruine de la Frauenkirche à Dresde et quelques jours plus tard lors de l'ouverture de la Porte de Brandebourg.

C'est pourquoi il nous faut remercier aujourd'hui en première ligne nos compatriotes de la RDA car c'est grâce à eux que nous pourrions parachever dans quelques semaines la liberté et l'unité de l'Allemagne. Leur courage, leur modération et avant tout leur amour de la liberté ont montré comment surmonter de manière pacifique le despotisme. Leur action restera à jamais l'un des plus remarquables chapitres de l'histoire allemande.

Durant les douze derniers mois, les Allemands à l'Est comme à l'Ouest ont prouvé qu'ils n'étaient pas tentés par l'arrogance nationale. Leur réaction témoigne de leur maturité démocratique et de leur sens du bon voisinage. Nos quarante dernières années de vie dans un État de droit démocratique et stable nous ont acquis la confiance de l'Europe et du monde entier - une confiance sans laquelle nous ne pourrions certes pas rétablir aussi vite qu'il nous est donné de le faire aujourd'hui l'unité étatique de l'Allemagne. Soyons reconnaissants que cette confiance nous soit accordée.

- Nous nous devons de remercier nos amis et partenaires occidentaux, et en particulier les trois alliés qui assument une responsabilité particulière concernant Berlin et l'Allemagne dans son ensemble et qui ont garanti durant des décennies notre liberté. Qu'il me soit permis de mentionner notamment nos amis américains, et en premier lieu le Président George Bush qui, surtout ces derniers mois, s'est montré un ami fidèle des Allemands.

Et bien sûr le Président Mitterrand qui, le 14 février dernier, a déclaré : "Qui ne comprendrait les aspirations à l'unité de ce peuple si longtemps divisé ? ... Que les Allemands sachent bien que je forme, comme la majorité des Français, des vœux fraternels pour que s'accomplisse heureusement leur destin." J'ajouterai aujourd'hui que les liens fraternels qui unissent le peuple français et le peuple allemand continueront à

l'avenir d'être au cœur de la politique étrangère d'une Allemagne unifiée dans la voie d'une Europe unie. Nous appartenons à la communauté de valeurs occidentale, et il en sera ainsi à l'avenir également. La cohésion et la solidité de l'Alliance ont fait leurs preuves précisément dans des moments décisifs. Il y a quelques semaines, nous avons pris d'importantes décisions au sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Londres. Ces décisions montrent encore une fois le rôle constructif que joue l'Alliance dans la garantie et l'organisation de la paix dans la liberté sur notre continent.

- Notre politique en faveur de l'unification européenne constitue également un préalable important à ce qui se passe aujourd'hui. Grâce à son rayonnement, la politique de construction européenne a contribué à la victoire de la liberté, des droits de l'homme et de l'autodétermination en Europe centrale et en Europe de l'Est et du Sud-Est. Elle contribuera à ce que le changement soit durable.

- Nous devons également notre reconnaissance aux courageux mouvements de défense des droits civiques en Pologne et en Hongrie. Eux aussi ont aplani, en donnant l'exemple, la voie de la révolution pacifique sur le sol de l'actuelle RDA. Or, ce n'est pas seulement pour exprimer sa gratitude mais aussi pour répondre à un impératif de clairvoyance politique que l'Allemagne unifiée continuera de faire le maximum pour soutenir les processus de réformes en Europe centrale ainsi qu'en Europe de l'Est et du Sud-Est. En effet, la réussite en Pologne, en Hongrie ou en Tchécoslovaquie - de même qu'en Union soviétique - d'un système politique et social libéral est dans notre intérêt. Il s'agit là d'une œuvre de paix qui bénéficiera à tous les Européens.

- Nous remercions bien sûr aussi le Président Mikhaïl Gorbatchev qui, grâce à sa politique de réforme et à la nouvelle pensée adoptée à la base de la politique étrangère soviétique - pensée qui se manifeste en particulier ces jours derniers dans la crise du Golfe - a contribué aux profonds changements en Allemagne et en Europe.

Sans le respect du droit des peuples et des États à définir leur propre voie, les mouvements de réformes engagés dans les États du Pacte de Varsovie n'auraient pas abouti. Or, la décision de vivre ensemble dans un État commun et de choisir librement à quel système d'alliance cet État commun doit appartenir font partie du droit du peuple allemand à définir sa propre voie. Jusqu'à une date toute récente, on doutait encore de l'attitude qu'adopterait l'Union soviétique sur ce point. Serait-elle prête à accepter que l'Allemagne unifiée fasse partie de l'Alliance atlantique ? A la suite des entretiens que j'ai eus avec le Président Gorbatchev dans le Caucase, ce dernier obstacle à l'aboutissement des entretiens "2 + 4" est lui aussi supprimé.

J'aimerais encore adresser aujourd'hui un mot de remerciements aux millions de citoyennes et citoyens de la République fédérale d'Allemagne qui sont restés résolument attachés à l'objectif de l'unité dans des moments où plus d'un s'était déjà résigné. Depuis 1945, tous les partis démocratiques ont beaucoup contribué à maintenir vivante la volonté de réaliser l'unité.

Nous devons tous prendre conscience de ce que représente le fait que nous puissions réaliser dans si peu de temps ce grand objectif qu'est l'unité et la liberté de tous les Allemands. Bien sûr, il est question ces jours et ces semaines-ci de monnaie, d'économie et de finances. Bien sûr, il est question de graves problèmes au plan social et de soucis quotidiens tout à fait terre-à-terre. Bien sûr, il a aussi été question de points importants tels que la procédure et la date à fixer pour les élections.

Mais il s'agit avant tout d'un important moment historique, où nous Allemands parachevons dans la libre autodétermination l'unité et la liberté de notre patrie. La façon dont nous nous y prenons est unique dans l'histoire récente de l'Europe : pas de guerre, pas de révolution sanglante, pas de violence et un accord parfait avec nos amis, nos partenaires et nos voisins à l'Ouest comme à l'Est. Quand un peuple a-t-il jamais eu la chance de surmonter de manière si pacifique des décennies de séparation douloureuse ? Un rêve se réalise auquel nombre d'entre nous avaient déjà cessé de croire.

L'unification de l'Allemagne est le résultat d'une politique de longue haleine, d'une politique judicieuse. La première pierre qui a préparé les événements d'aujourd'hui en Allemagne a été posée dès les années cinquante. Nous vivons aujourd'hui de manière remarquable le moment que Konrad Adenauer a décrit ainsi dans ses mémoires :

"D'aucuns ne considéraient pas le chemin que j'avais choisi comme celui qui devait mener à l'unité allemande. Pourtant, il s'agissait de reconnaître qu'il n'y avait pour nous tout d'abord aucun autre chemin possible. Les Soviétiques allaient comprendre tôt ou tard qu'ils devaient s'entendre avec l'Ouest, qu'ils ne pouvaient pas le mettre à genoux. C'est dans cette entente pacifique que je plaçais mon espoir et que je voyais notre chance. Néanmoins, cette chance ne se présenterait vraiment à nous que si nous réussissions, quand interviendrait cet accord général entre l'Ouest et l'Est, à être déjà un partenaire fiable de l'Ouest. Dans ces conditions seulement, l'Ouest pourrait, dans le cadre d'une telle entente, faire siens nos intérêts."

Nous sommes toujours restés fidèles à cette politique. Dans ma déclaration gouvernementale du 4 mai 1983, j'ai déclaré devant le Bundestag au début de la législature passée :

"La nation allemande continue d'exister. Nous sommes en faveur du droit de tous les peuples à l'autodétermination et souhaitons la fin de la division de l'Europe. Dans ce cadre, nous ferons tout pour rechercher et parachever l'unité allemande dans la paix et la liberté."

L'Allemagne unifiée servira la paix dans le monde en tant que membre à part entière dans une Europe unie. Elle sera souveraine. D'ici 1994, tous les soldats soviétiques auront quitté notre pays - 50 ans après avoir mis pour la première fois les pieds sur le sol allemand. Qui aurait cru ce développement possible il y a un an encore ?

La responsabilité qui nous incombe désormais pèse lourd. Nous avons bien sûr toutes les raisons de nous réjouir, mais nous savons aussi pertinemment que la suppression de l'ancien ordre économique et social sur le territoire de l'actuelle RDA représente un défi extraordinaire.

La situation économique en RDA est actuellement caractérisée par le passage d'une économie planifiée socialiste communiste à l'économie sociale de marché. Il est évident que ce passage n'a rien de facile. Quarante ans de mauvaise conduite économique au détriment des habitants de RDA ne sauraient être effacés en l'espace de huit semaines à peine après l'introduction de l'union monétaire, économique et sociale.

Quiconque s'attendait à autre chose ne se rend pas compte des conséquences qu'ont eu quarante ans de socialisme réel en RDA, et pas seulement en RDA. J'ai souligné très clairement les difficultés qu'allait poser cette transition lors de la signature du Traité d'État sur l'union monétaire, économique et sociale, mais aussi lors de sa ratification par le Bundestag. Il s'agit désormais de reconstruire la RDA dans tous les domaines. Cela ne saurait être une question de jours, c'est au contraire une question de mois et d'années. Pour parvenir à ce résultat, il est essentiel qu'à ce tournant de l'histoire allemande nous déployions tous en commun le maximum d'efforts pour être à la hauteur de ce défi peu commun.

Dans le Traité d'État sur l'union monétaire, économique et sociale, nous avons créé les bases nécessaires à cette reconstruction. Pour les seuls 18 premiers mois, 57 milliards de DM ont été prévus à titre d'aide budgétaire pour la RDA. S'y ajoutent des prêts pour l'assainissement de l'économie et un important financement de démarrage pour l'assurance sociale.

Il s'agit là d'une solidarité concrète qui a été pratiquée et qui est pratiquée dans une situation inhabituelle et difficile. En nous montrant ainsi solidaires, nous partions tout naturellement du principe que les fonds octroyés arriveraient à temps là où on en avait un besoin urgent. Les expériences des dernières semaines ont cependant montré que cela n'a malheureusement pas pu être garanti. Nombreux sont les paysans qui ont protesté à juste titre parce que l'argent qui leur avait été alloué est resté coincé dans l'engrenage de la bureaucratie. Les paysans de RDA ont besoin désormais de notre aide rapide et efficace. Depuis le 1^{er} août, l'agriculture de la RDA fait effectivement partie du marché agricole européen.

Les paysans de RDA ont donc droit à la solidarité de tous les Européens. Après des difficultés initiales, les interventions publiques ont désormais démarré. Nous insisterons à l'avenir pour que les paiements soient effectués rapidement. Les aides en liquidité qui ont été décidées devront aussi être versées plus rapidement et de manière plus efficace. Nous encouragerons par ailleurs massivement les exportations de produits

agricoles en provenance de la RDA. Cela permettra de soulager nettement le marché de RDA, et aussi le nôtre.

Au niveau des villes et des communes, nombreux sont les investissements nécessaires qui n'ont pas encore pu être faits, malgré les milliards qui ont été expressément prévus et fournis pour des mesures d'infrastructure par le premier Traité d'État. Entretemps, les conséquences nécessaires ont été tirées de manière concertée entre Bonn et Berlin. Il convient de faire tout notre possible pour que les fonds octroyés atteignent les citoyens et les entreprises de même que l'agriculture et les communes. C'est la seule manière de faire démarrer vraiment le développement économique en RDA.

Je soulignerai que le Traité d'État sur l'union monétaire, économique et sociale est l'instrument qui nous permet de faire face avec efficacité aux problèmes d'ajustement qui - on le savait - allaient se poser en RDA. Par exemple, pour limiter le chômage, nous avons dès le début ménagé de plus larges possibilités de travail à temps réduit qu'en République fédérale d'Allemagne, notamment en associant le travail à temps réduit aux mesures nécessaires de recyclage et de qualification. Ces possibilités sont de plus en plus utilisées avec le soutien actif de l'Office fédéral de l'emploi. À ce propos, l'enquête présentée tout récemment par l'institut de recherche économique IFO montre quels sont les problèmes à résoudre. Cette étude évalue le taux de chômage caché hérité de l'ancienne économie planifiée socialiste à environ un million et demi de personnes. Ce chiffre se passe de tout commentaire.

D'un autre côté, la restructuration de l'économie de la RDA a déjà pris un démarrage très net. Plus de 2 800 coentreprises avec participation étrangère ont été créées en RDA au cours du seul premier semestre 1990. Dans 95 % des cas, les partenaires venaient de la République fédérale d'Allemagne. Durant les six derniers mois, au moins 100 000 nouvelles entreprises ont été créées en RDA, en particulier dans les domaines du commerce et de l'artisanat. Le seul mois de juillet enregistre un chiffre record supérieur à 35 000.

Le travail de l'Établissement fiduciaire semble vouloir lui aussi avancer. La liquidité des entreprises pour août et septembre a pu entre-temps être garantie en étroite coopération par l'Établissement fiduciaire, les banques, le gouvernement de la RDA et le gouvernement fédéral. Je pense qu'après le démarrage un peu difficile de cet Établissement - ce qui est compréhensible -, des progrès rapides vont pouvoir désormais être réalisés en ce qui concerne les privatisations et l'assainissement des entreprises. J'ajouterai à cela qu'il est bien évident que les gros problèmes d'adaptation de 8 000 entreprises ne sauraient être résolus à court terme. Dans ce contexte, il aurait fallu réorganiser depuis longtemps déjà les antennes de l'Établissement fiduciaire afin qu'une coopération constructive puisse s'établir rapidement sur place avec les communes et les investisseurs privés.

Il est important de ne pas oublier les facteurs qui ont un effet stabilisateur, en particulier dans la situation actuelle. Ainsi, l'opinion publique n'a guère été informée du fait que le coût de la vie en RDA au mois de juillet - c'est-à-dire durant le premier mois de l'union monétaire, économique et sociale - a baissé de 5,5 % par rapport à l'année précédente. Si l'on considère que les traitements, les salaires et les retraites ont nettement progressé en règle générale durant la même période, on constate que le revenu réel et le pouvoir d'achat des habitants de RDA a augmenté en conséquence.

Je ne veux pas dire pour autant que nous devons nous arrêter là. Ces indications montrent simplement que, dans ce processus de restructuration économique difficile, il y a des actifs non négligeables et de considérables progrès de réalisés - notamment en comparaison des énormes problèmes économiques et sociaux que connaissent d'autres pays réformateurs d'Europe centrale ainsi que d'Europe de l'Est et du Sud-Est.

Encore un point important : face aux gros problèmes inévitables qui accompagnent le passage du socialisme réel à l'économie sociale de marché, d'aucuns affirment que ces difficultés auraient pu être évitées s'il n'y avait pas eu création de l'union monétaire, économique et sociale. Quiconque défend ce point de vue semble avoir déjà oublié les développements des derniers mois. Je lui rappellerai donc qu'entre novembre 1989 et février 1990, plus de 300 000 habitants de RDA ont immigré en République fédérale d'Allemagne.

Afin de faire face à ce développement dramatique, nous étions tous, ici au Bundestag, convaincus de la nécessité de gestes promettant une amélioration des conditions de vie en RDA. C'est la raison qui a déterminé l'introduction de l'union monétaire, économique et sociale.

Le gouvernement fédéral reste fidèle à sa politique, c'est-à-dire

- qu'il entend réaliser l'unité allemande en concertation avec les partenaires en RDA et avec nos voisins et alliés à l'Ouest comme à l'Est ;
- qu'il veut le règlement des problèmes de transition qui se posent au plan économique en RDA, comme prévu dans le Traité d'État du 18 mai dernier ;
- qu'il attend de tous les responsables des milieux politiques et économiques que tout soit fait afin de surmonter ensemble pas à pas les difficultés inévitables que pose le passage du socialisme à l'économie sociale de marché.

La réalisation de l'unité allemande exige des efforts communs et un engagement personnel. A ce sujet, je tiens à remercier chaleureusement tous ceux chez nous qui, dans tous les milieux, ont déjà donné l'exemple : salariés, entreprises, syndicats patronaux et ouvriers, conseils d'entreprise et partis politiques. Certains d'entre nous ont oublié que les débuts de l'économie sociale de marché en 1948 n'étaient pas simples non plus. Nous avons eu de fortes augmentations des prix, des protestations véhémentes, une grève générale d'une journée et bien d'autres problèmes. Nous avons réussi à résoudre ces difficultés et à sortir du tunnel. Un pays florissant a pris naissance : notre République fédérale d'Allemagne.

Nous devons faire face aujourd'hui en RDA à des tâches difficiles. Mais nous disposons des meilleures conditions pour les mener à bien. D'aucuns semblent avoir oublié que les débuts de l'économie sociale de marché en 1948 ne se sont pas faits tout seuls, comme je viens de le dire. Cet exemple des premiers temps de la République fédérale d'Allemagne peut nous donner non seulement un vague espoir, mais la certitude que la situation s'améliorera rapidement en RDA aussi.

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, en un jour comme aujourd'hui, nous devrions nous arrêter un instant pour nous imprégner de la dimension historique des événements que nous vivons depuis quelques mois. Ne nous arrêtons pas au flot d'événements et d'informations quotidiens. Certes, nous sommes conscients des difficultés économiques et des problèmes sociaux qui se posent au moment de ce nouveau départ pour la RDA. Mais nous devons sans cesse reprendre conscience que nous sommes témoins d'un événement qui touche vraiment le monde entier et d'un moment exceptionnel dans l'histoire de notre peuple. Sachons, je vous le demande, être ensemble à la hauteur de notre responsabilité vis-à-vis de tous les Allemands.

(Source : Ambassade de la RFA à Paris)